

Vu l'avis du Comité de gestion du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, émis le 19 avril 1993;

Vu l'avis du Comité de gestion du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, émis le 17 mars 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** L'intitulé de l'arrêté royal du 12 avril 1984 relatif à la gestion par les organismes assureurs des moyens financiers de l'assurance maladie-invalidité et relatif à la majoration des frais d'administration des organismes assureurs d'un pourcentage des sommes récupérées en application de l'article 70, § 2, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité est remplacé par l'intitulé suivant : « Arrêté royal relatif à la gestion, par les organismes assureurs, des moyens financiers de l'assurance soins de santé et indemnités ».

**Art. 2.** Dans les articles 1er et 2 du même arrêté, les mots « organismes assureurs, fédérations, mutualités et offices régionaux » sont remplacés par les mots « organismes assureurs et mutualités ».

**Art. 3.** Dans l'article 3 du même arrêté, les mots « la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité » sont remplacés par les mots « la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités ».

**Art. 4.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1993.

**Art. 5.** Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 octobre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,  
B. ANSELME

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte en invaliditeitsverzekering, uitgebracht op 19 april 1993;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, uitgebracht op 17 maart 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het opschrift van het koninklijk besluit van 12 april 1984 betreffende het beheer van de financiële middelen van de ziekte- en invaliditeitsverzekering door de verzekeringsinstellingen en betreffende de vermeerdering van de administratiekosten van de verzekeringsinstellingen met een percentage van de met toepassing van artikel 70, § 2, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering teruggevorderde sommen, wordt vervangen door het volgend opschrift : « Koninklijk besluit betreffende het beheer door de verzekeringsinstellingen van de financiële middelen van de verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen ».

**Art. 2.** In de artikelen 1 en 2 van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden « verzekeringsinstellingen, verbonden ziekenfondsen en gewestelijke diensten » vervangen door de woorden « verzekeringsinstellingen en ziekenfondsen ».

**Art. 3.** In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden « de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering » vervangen door de woorden « de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen ».

**Art. 4.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1993.

**Art. 5.** Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 oktober 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
B. ANSELME

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

#### MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 93 — 2706

[S-C — 29502]

**8 OCTOBRE 1993.** — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des services du Gouvernement de la Communauté française — Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation

Le Gouvernement de la Communauté française,

- Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée;
- Vu la loi du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;
- Vu la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes;
- Vu la loi du 22 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 3, § 1er, telle que modifiée;
- Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, telle que modifiée;
- Vu la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, telle que modifiée;
- Vu la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée;
- Vu les lois coordonnées du 17 juillet 1991 sur la comptabilité;
- Vu l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 10 mars 1965 fixant les principes généraux du statut administratif du personnel des cours à horaire réduit relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Gouvernements et des personnes morales de droit public qui en dépendent;

Considérant qu'il convient pour la bonne marche de l'administration de fixer, dans un texte unique le régime des délégations en matière de compétence et de signature applicable au Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Sur proposition du Ministre chargé de l'Enseignement supérieur et, du Ministre chargé de l'Education et de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 8 mars 1993.

Arrête :

#### CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. § 1er. Les délégations de compétence et de signature visées au présent arrêté sont données aux membres du personnel du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation soumis aux dispositions du statut des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et affectés aux emplois prévus par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 août 1990 fixant le cadre du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, ci-après dénommé le « Ministère ».

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par fonctionnaires et agents respectivement les membres des personnels du niveau I et ceux des autres niveaux du Ministère.

Art. 2. En cas d'urgence, ou pour l'accomplissement ou l'établissement de missions ou pour des actes précis qu'ils décrivent, pour les matières qui leur sont attribuées, les Membres du Gouvernement peuvent sur instruction écrite donner des délégations de compétence ou de signature non prévues par le présent arrêté, à tout membre du personnel du Ministère soumis aux dispositions du statut des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 3. Les délégations de compétences données par ou en vertu du présent arrêté s'exercent sans préjudice du contrôle hiérarchique des autorités délégantes et sans préjudice de l'exercice des compétences déléguées par les autorités délégantes ou par les supérieurs hiérarchiques.

#### CHAPITRE II. — Délégations générales

Art. 4. Pour l'application de la section 1re du présent chapitre, il faut entendre par « le ou les Ministre(s) », le ou les membre(s) du Gouvernement de la Communauté française ayant le personnel du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation dans ses (leurs) attributions.

Pour l'application de la section 2 du présent chapitre, il faut entendre par « le ou les Ministres », le ou les membres(s) du Gouvernement de la Communauté française ayant l'enseignement dans ses (leurs) attributions.

##### Section Ire. — Délégations en matière de personnel

Art. 5. § 1er. Délégation est donnée au secrétaire général :

1° pour admettre au stage les lauréats admis par le secrétaire permanent au Recrutement dans les emplois des niveaux 2, 3 et 4 et pour nommer à titre définitif les agents stagiaires de ces niveaux;

2° pour signer, après désignation par le ou les Ministre(s), les contrats d'engagement ou les actes de mise au travail :

- a) des agents contractuels;
- b) des membres du personnel auxiliaire;
- c) des agents contractuels subventionnés;
- d) des jeunes en vue de leur occupation en qualité de stagiaires (dans le cadre du stage des jeunes);

3° sur proposition des administrateurs généraux ou des directeurs généraux concernés :

a) pour affecter les agents des niveaux 2, 3 et 4, et pour modifier, au sein des Services de l'Administration centrale, les affectations desdits agents;

b) pour fixer la résidence administrative;

c) pour attribuer les fonctions supérieures jusqu'au rang 10 inclus aux membres des personnels des niveaux 2, 3 et 4 et en ce qui concerne ces agents, pour proroger la durée du délai en application de l'article 7, § 2, de l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat, tel qu'il a été modifié;

d) pour autoriser les membres du personnel à utiliser leur véhicule personnel pour les déplacements de service occasionnels;

4° pour fixer la position administrative des membres du personnel des niveaux 2, 3 et 4 mais après accord du ou des Ministre(s) dans le cas d'un congé pour exercer des fonctions dans le Cabinet d'un Ministre ou secrétaire d'Etat ou dans le Cabinet du Président ou d'un Membre d'un Gouvernement d'une Communauté ou d'une Région ou par désignation pour l'accomplissement d'une mission;

5° pour prendre les actes administratifs nécessaires, y compris la démission et l'admission à la pension, lorsque le Service de Santé administratif conclut à l'inaptitude physique du candidat ou du membre du personnel pour les niveaux 2, 3 et 4;

6° pour toutes les relations avec le secrétaire permanent au Recrutement;

7° pour fixer le traitement des membres du personnel, déterminer l'avancement de traitement et fixer le montant de l'allocation pour l'exercice de fonctions supérieures;

8° pour établir la proposition requise pour le changement de grade ou la promotion par avancement de grade ou par accession au niveau supérieur;

9° pour autoriser des prestations à titre exceptionnel et approuver les états de frais y afférents;

10° pour placer en disponibilité pour convenance personnelle les agents des niveaux 2, 3 et 4 qui en font la demande, après avis de l'administrateur général ou du directeur général concerné;

11° pour autoriser, après avis de l'administrateur général ou du directeur général concerné, les membres du personnel des niveaux 2, 3 et 4 à s'absenter pour une longue durée justifiée par des raisons sociales ou familiales;

12° pour fixer soit la non-activité, soit la suspension de service des agents qui sont appelés à accomplir, en temps de paix, certaines prestations militaires ou qui sont affectés à la protection civile ou à des tâches d'utilité publique en application de la loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience;

13° pour accorder, soit à leur demande, soit parce qu'il ont atteint l'âge de la pension, démission de leurs fonctions aux agents des niveaux 2, 3 et 4 et les autoriser à faire valoir leur droit à la pension à charge du Trésor.

14° pour placer un agent en non-activité sans traitement, s'il s'absente sans autorisation ou dépasse sans motif valable le terme de son congé;

15° pour licencier pour motif grave les membres du personnel engagés par contrat;

16° pour suspendre un agent de ses fonctions dans l'intérêt du service;

17° pour approuver les états de frais de route et de séjour de l'administrateur général et des directeurs généraux;

18° pour accomplir les actes en matière de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles;

19° pour accorder l'autorisation d'assister à des congrès, colloques, journées d'études, séminaires et conférences organisés en Belgique, lorsque le montant des frais y afférents est supérieur à vingt-cinq mille francs;

20° pour recevoir le serment constitutionnel, des agents de niveau I.

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, les compétences énumérées au § 1er, sont exercées en cas d'urgence, par l'administrateur général.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'administrateur général, les compétences sont exercées par le fonctionnaire général dirigeant la direction générale des Personnels, des Statuts, de l'Organisation administrative et de l'Enseignement spécial.

§ 3. Le secrétaire général peut déléguer au directeur général des personnels, des statuts, de l'organisation administrative et de l'enseignement spécial, en accord avec l'administrateur général, les pouvoirs qui lui sont accordés par le § 1er, 5°, 6°, 7°, 8°, 11°, 12°, 13°, 14° et 18°, moyennant un acte écrit et préalable communiqué à tous les membres du personnel concernés.

§ 4. Le secrétaire général informe le Ministre des mesures prises en application du § 1er, 3°, 14°, 15° et 16°, du présent article.

§ 5. Le secrétaire général informe une fois tous les six mois les membres du Gouvernement de la Communauté en leur communiquant une liste actualisée de tous les agents dans leurs fonctions et grades réels.

**Art. 6. § 1er.** Délégation est donnée à l'administrateur général et aux directeurs généraux.

1° pour accorder, aux agents relevant de leur autorité, les congés annuels de vacances, les congés exceptionnels et les congés de circonstances;

2° pour accorder les congés dans les cas suivants :

a) pour suivre les cours de l'école de protection civile, soit en qualité d'agent volontaire à ce corps, soit en qualité d'élève n'appartenant pas à ce corps;

b) pour remplir en temps de paix des prestations au corps de protection civile, en qualité d'engagé volontaire à ce corps;

c) pour l'accueil d'un enfant de moins de dix ans, en vue de son adoption ou de l'exercice d'une tutelle officieuse;

d) à la naissance d'un enfant, le congé parental;

3° pour approuver les états de frais de route et de séjour du personnel relevant de leur autorité;

4° pour accorder l'autorisation d'assister à des congrès, colloques, journées d'études, séminaires et conférences organisés en Belgique, lorsque le montant des frais y afférents est inférieur ou égal à vingt-cinq mille francs.

§ 2. En ce qui concerne les services du Secrétariat général, les délégations accordées à l'administrateur général et aux directeurs généraux sont exercées par le secrétaire général.

§ 3. En cas d'absence ou d'empêchement de l'administrateur général ou du directeur général, les délégations prévues aux §§ 1er et 2 qui n'ont pas été subdéléguées en vertu du § 4, sont exercées en cas d'urgence, par un fonctionnaire titulaire d'un grade appartenant au moins au rang 13, étant entendu qu'il s'agira toujours du fonctionnaire titulaire du grade le plus élevé; à égalité de grade, il sera tenu compte, d'abord de l'ancienneté dans le grade, ensuite de l'ancienneté de service et enfin de l'âge.

§ 4. L'administrateur général et les directeurs généraux peuvent déléguer la compétence prévue au 1° du § 1er aux fonctionnaires, chacun pour ce qui concerne les agents qui relèvent de leur service; les subdélégations précitées sont données par acte écrit et préalable, communiqué à tous les membres du personnel concernés ainsi qu'au secrétaire général. Ils peuvent déléguer la compétence prévue au 3° du § 1er aux fonctionnaires titulaires d'un grade de rang 13.

**Art. 7. § 1er.** Délégation est donnée au directeur général des Personnels, des Statuts, de l'Organisation administrative et de l'Enseignement spécial :

1° pour recevoir le serment constitutionnel des agents des niveaux 2, 3 et 4;

2° pour accorder des congés aux agents des niveaux 2, 3 et 4 dans les cas suivants :

a) pour des motifs impérieux d'ordre familial;

b) pour accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi d'un service public, de l'enseignement subventionné, d'un centre psycho-médico-social subventionné, d'un office d'orientation professionnelle subventionné ou d'un institut médico-pédagogique subventionné, de l'enseignement universitaire;

c) pour exercer par intérim une fonction dans une école officielle ou dans une école libre subventionnée;

d) pour présenter une candidature aux élections législatives ou provinciales;

e) pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou pour convenance personnelle ou pour raison médicale;

f) pour suivre les cours en vue de parfaire la formation intellectuelle, morale ou sociale dans le cadre du congé de promotion sociale et du congé de formation;

3° pour mettre les agents en disponibilité pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'incapacité définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité;

4° pour fixer le traitement d'attente à octroyer à l'agent en disponibilité pour maladie ou infirmité;

5° pour délivrer et retirer les certificats d'identification aux agents définitifs, stagiaires, temporaires ou contractuels;

6° pour signer les relevés de mutation destinés au service des dépenses fixes.

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement du titulaire des délégations visées au § 1er, les délégations prévues au § 1er sont exercées, en cas d'urgence, par un fonctionnaire de la direction générale des Personnels, des Statuts, de l'Organisation administrative et de l'Enseignement spécial titulaire d'un grade appartenant au moins au rang 11, étant entendu qu'il s'agira toujours du fonctionnaire titulaire du grade le plus élevé, à égalité de grade, il sera tenu compte d'abord, de l'ancienneté dans le grade, ensuite de l'ancienneté de service et enfin de l'âge.

**Section 2. — Délégations en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services**

**Art. 8.** La présente section s'applique aux fonctionnaires des services du Ministère, à l'exception de la direction d'administration des Bâtiments scolaires de la Communauté française, dans les limites de leurs compétences.

**Art. 9.** Les limites financières des délégations prévues par le présent arrêté s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

**Art. 10.** Le pouvoir d'approuver le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, de choisir le mode de passation du marché, d'engager la procédure et de conclure les marchés, est délégué aux titulaires des fonctions reprises à l'annexe du présent arrêté dans les limites financières mentionnées en regard de chacune de ces fonctions, selon le mode de passation retenu et le type de marché.

Ces délégations ne sont exercées que pour autant que l'objet du marché ait été autorisé par le Gouvernement de la Communauté française ou celui de ses membres compétent, soit par l'approbation d'un programme d'investissements où cet objet est repris, soit par une décision particulière concernant cet objet.

Toutefois, l'autorisation prévue par l'alinéa 2 du présent article n'est pas requise lorsqu'il s'agit de dépenses pour les besoins habituels des services tels que les dépenses courantes du fonctionnement, de consommation et d'équipement ou lorsqu'il s'agit de dépenses dont l'estimation ne dépasse pas trois millions de francs en ce qui concerne l'administrateur général, deux millions de francs en ce qui concerne les directeurs généraux et cent mille francs en ce qui concerne les fonctionnaires du rang 13 au moins, ou encore lorsqu'il s'agit de dépenses pour travaux d'entretien des biens appartenant à la Communauté française à réaliser d'urgence, à la condition d'en donner une justification.

Ces délégations ne sont pas applicables pour les contrats de recherche ni pour les marchés devant être mis à charge des articles 01.01, 01.02, 12.09, 12.20, 12.24, 12.26, 12.30, 12.31, 12.66 et 12.70 des différentes sections du tableau 3 du budget de la Communauté française.

**Art. 11.** Le pouvoir de décider, sous réserve d'informer le ou les Ministre(s), des dérogations au cahier spécial des charges, de traiter à prix provisoires ou à remboursement, d'imposer le contrôle des prix et de prévoir l'octroi d'avances est délégué :

- a) au secrétaire général, pour les marchés dont l'estimation financière ne dépasse pas deux millions de francs;
- b) à l'administrateur général pour les compétences de la direction d'administration de l'Organisation des Etudes, pour les marchés dont l'estimation financière ne dépasse pas deux millions de francs;
- c) à l'administrateur général et aux directeurs généraux, pour les marchés dont l'estimation financière ne dépasse pas cinq cent mille francs.

**Art. 12.** En ce qui concerne les mesures et décisions à prendre ayant trait à l'exécution pure et simple d'un marché conclu, délégation de pouvoir est donnée aux fonctionnaires qui, sur base de l'article 10 ont conclu eux-mêmes le marché, l'administrateur général ou le directeur général de l'Administration intéressée étant toutefois compétent pour l'exécution pure et simple des marchés approuvés par le secrétaire général ou par le ou les Ministres.

Sont considérées comme des mesures et décisions ayant trait à l'exécution pure et simple d'un marché conclu, celles visant à réaliser l'objet de l'entreprise initiale et qui restent dans la limite de celle-ci, à l'exclusion des mesures et décisions basées sur un pouvoir d'appréciation prévu par le marché.

**Art. 13. § 1er.** Pour les décomptes résultant de l'application pure et simple des clauses contractuelles, ainsi que pour les décomptes régularisant des états estimatifs antérieurement établis et approuvés dont les postes et les montants sont la reproduction pratiquement conforme des états estimatifs qu'ils remplacent, délégation d'approbation est donnée au fonctionnaire de rang 15, sans limitation de montant.

§ 2. En ce qui concerne l'approbation d'un décompte ou de décomptes successifs, autres que ceux visés au § 1er, le montant de celui-ci ou le total des montants des décomptes successifs peut être approuvé par les fonctionnaires mentionnés ci-après à concurrence du pourcentage du montant de la soumission indiqué en regard de leur grade :

— fonctionnaire de rang 15	quinze pourcents jusqu'à quatre millions
— directeur général	quinze pourcents jusqu'à sept millions
— administrateur général (pour les compétences de la direction d'administration de l'Organisation des Etudes)	vingt pourcents jusqu'à dix millions
— secrétaire général	vingt-cinq pourcents jusqu'à dix millions.

Lorsque sont atteints les pourcentages ou les montants fixés pour le secrétaire général, chaque décompte suivant sera toujours approuvé par le ou les Ministres.

**Art. 14.** Délégation est donnée aux fonctionnaires désignés aux articles 10, 12 et 13 dans les limites qui leur sont fixées pour l'approbation des cahiers des charges, des états estimatifs et des décomptes, pour accorder des prolongations de délais, soit déterminées proportionnellement, soit résultant du fait de l'administration ou de la survenance de circonstances que le cocontractant ne pouvait éviter et aux conséquences desquelles il ne pouvait obvier bien qu'il ait fait toutes les diligences nécessaires, soit résultant encore de décomptes. Les prolongations de délai dont question ne peuvent dépasser cinquante pourcents du délai initial.

Toute autre prolongation sera toujours approuvée par le ou les Ministre(s) sur rapport motivé de l'Administration.

**Art. 15.** Sous réserve d'avis conforme de l'administrateur général ou du directeur général, le secrétaire général est autorisé à remettre les amendes ou pénalités de retard à concurrence d'un million de francs.

**Art. 16.** Délégation est donnée au fonctionnaire de rang 15 pour décider des mesures d'office à prendre contre l'adjudicataire défaillant et pour lui notifier cette décision conformément à l'article 48, § 4, troisième alinéa, du cahier général des charges.

Cette délégation de pouvoir est limitée aux marchés où le retard dans l'exécution est supérieur à 1/2N (N étant le délai initial en jours ouvrables).

**Art. 17.** En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, les compétences énumérées à la présente section sont exercées, en cas d'urgence, par l'administrateur général. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, le directeur général présent le plus ancien en grade exerce les compétences énumérées à la présente section.

**Art. 18.** En matière d'informatique, délégation est donnée aux fonctionnaires généraux pour acquérir du matériel, des logiciels ou des services, sous réserve de l'avis du Centre de traitement de l'information, à concurrence de cinq cent mille francs. Toutefois pour le directeur général des Affaires budgétaires et financières ce plafond est porté à 2 millions.

### CHAPITRE III. — Délégations particulières

#### Section 1re. — Délégations au secrétaire général, à l'administrateur général et aux directeurs généraux

**Art. 19. § 1er.** Délégation de compétence est donnée au secrétaire général, à l'administrateur général et aux directeurs généraux dans le cadre des attributions dévolues à leur administration respective et dans les matières et les limites visées ci-dessous :

- 1° Signature des diplômes, certificats et attestations d'études.
- 2° Octroi des équivalences d'études.
- 3° Approbation des comptes à rendre par les comptables du département.
- 4° Approbation des comptes de recettes et des dépenses des établissements scolaires, des Centres psycho-médico-sociaux, des internats autonomes et des homes d'accueil de la Communauté française, à produire à la Cour des Comptes.
- 5° Fixation et liquidation des traitements et des subventions-traitements, allocations et indemnités aux membres des différents personnels des établissements et des Centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des établissements et Centres psycho-médico-sociaux subventionnés relevant du département, en ce compris la signature des fiches de traitements, des mandats et ordonnances de paiement et des ordonnances de régularisation.
- 6° Octroi des subventions légales dont le montant ou le mode de calcul est fixé par la loi ou le décret, par arrêté royal ou par arrêté du Gouvernement.
- 7° Admission aux subventions des écoles, sections et subdivisions d'enseignement et Centres psycho-médico-sociaux.
- 8° Liquidation des dotations de fonctionnement aux établissements d'enseignement et Centres psycho-médico-sociaux de la Communauté.
- 9° Agrément des mises en disponibilités par défaut d'emploi et pour cause de maladie.
- 10° Admissibilité de l'expérience utile à l'exercice de la fonction, telle que prévue à l'article 17, § 1er, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant.
- 11° Prise des décisions dans des cas individuels ou particuliers en application des règlements généraux des études.
- 12° Octroi temporaire d'un traitement, d'une subvention-traitement ou d'une allocation dans les limites de la loi du 24 décembre 1976, pour des prestations à considérer comme fonction accessoire ou comme surcroît de travail aux termes de l'arrêté royal n° 270 du 31 décembre 1983, portant modification de l'arrêté royal n° 63 du 20 juillet 1982 modifiant les dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit.
- 13° Autorisation à un membre du personnel de reprendre ses fonctions avant l'expiration de la période d'interruption de la carrière professionnelle, pour des raisons familiales exceptionnelles.
- 14° Pour autoriser le déplacement des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française — Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, pour signer les réquisitoires établis au nom des agents en vue de l'obtention d'un titre de transport de la Société nationale des Chemins de fer belges et pour signer les documents établis en vue de la délivrance de ladite Société, d'abonnements individuels ou collectifs requis pour couvrir les dépenses de service.

Le secrétaire général, l'administrateur général et les directeurs généraux peuvent déléguer la compétence d'autorisation de déplacement, aux fonctionnaires titulaires d'un grade du rang 11 au moins, qu'ils désignent par acte écrit et préalable, communiqué au fonctionnaire général dirigeant la direction générale des Personnels, des Statuts, de l'Organisation administrative et de l'Enseignement spécial.

Ils peuvent déléguer la compétence de signature des réquisitoires et des documents requis par la Société nationale des Chemins de fer belges, aux fonctionnaires et agents qu'ils désignent, par acte écrit et préalable, communiqué au fonctionnaire général dirigeant la direction générale des Personnels, des Statuts, de l'Organisation administrative et de l'Enseignement spécial.

Toutefois, nul ne peut exercer les compétences déléguées en vertu du présent article lorsqu'il s'agit des déplacements qu'il effectue personnellement ainsi que des déplacements effectués par un agent de rang équivalent ou supérieur.

15° Approbation des congés repris dans l'arrêté du Gouvernement du 7 novembre 1991, relatif au congé parental et au congé pour des motifs impérieux d'ordre familial accordés à certains membres subsidiaires du personnel des établissements d'enseignement subventionnés par la Communauté française.

Cet arrêté s'applique aux membres du personnel nommés à titre définitif et aux membres temporaires.

§ 2. Délégation est donnée au directeur général de la direction générale des Personnels, des Statuts, de l'Organisation administrative et de l'Enseignement spécial dans le cadre de ses attributions et dans les matières et les limites visées ci-dessous :

- 1° Octroi des allocations, indemnités, avances et secours résultant des interventions du Service social, lorsque la dépense n'excède pas vingt mille francs par bénéficiaire.

2° Fixation de la redevance pour occupation des locaux par les tiers.

3° Fixation du prix de vente des publications et tous documents y assimilés édités à charge des crédits inscrits aux budgets du département.

4° Octroi des allocations pour prestations à titre exceptionnel effectuées par le personnel.

5° Octroi des congés et autorisation de prestations réduites prévues respectivement aux articles 10, 20, 23 et 30 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 180 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical du personnel social et psychologique des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

6° Autorisation d'absences de longue durée justifiées par des raisons familiales en application des arrêtés royaux du 25 novembre 1976 exécutant respectivement le statut du 22 mars 1969 et le statut du 25 octobre 1971 et concernant les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel du service d'inspection de l'enseignement de la Communauté française, et les maîtres, les professeurs et inspecteurs de religion des établissements d'enseignement de la Communauté française.

7° Autorisation d'absences de longue durée justifiées par des raisons familiales en application de l'arrêté royal du 19 mai 1981 concernant les membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres de formation de la Communauté française et des services d'inspection.

8° Octroi des congés repris aux articles 9, 10, 20 et 23 de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres de formation de la Communauté française et des services d'inspection.

9° Autorisation des prestations réduites après une absence pour cause de maladie ou d'infirmité, en application de l'article 15 de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement de la Communauté française.

10° Octroi des congés repris dans l'arrêté du Gouvernement du 2 janvier 1992, relatif au congé parental et au congé pour des motifs impérieux d'ordre familial accordés à certains membres du personnel des établissements d'enseignement de la Communauté française. Cet arrêté s'applique aux membres du personnel définitifs, stagiaires et temporaires.

§ 3. Délégation est donnée au directeur général des Personnels, des Statuts, de l'Organisation administrative et de l'enseignement spécial, au directeur général de l'enseignement secondaire, chacun en ce qui le concerne, en matière de dérogations et de dispenses prévues aux articles 56, 57, 58, 59 et 60 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

§ 4. Délégation est accordée au directeur général de l'enseignement préscolaire et de l'enseignement primaire en ce qui concerne l'autorisation de changement d'école après le 30<sup>e</sup> jour de l'année scolaire.

*Section 2. — Subdélégations aux directeurs d'administration, aux directeurs, aux conseiller et conseillers-chefs de service et aux conseillers adjoints*

**Art. 20.** Subdélégation peut être accordée :

§ 1<sup>er</sup>. Aux directeurs d'administration, aux directeurs, aux conseillers, aux conseillers-chefs de service des directions générales du Ministère dans le cadre des attributions dévolues à leur administration respective et dans les matières et les limites visées à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup>, 9<sup>o</sup> et 14<sup>o</sup>.

§ 2. Au directeur d'administration de la direction d'administration de la Promotion sociale en matière d'agrément des requêtes introduites en application de l'article 4 de l'arrêté royal du 7 décembre 1978 pris en exécution de l'article 77, § 2, de la loi du 24 décembre 1978 relative aux propositions budgétaires 1978-1977 et portant dérogation à certaines dispositions des arrêtés royaux fixant les conditions requises pour la création d'emplois dans les établissements d'enseignement technique ou artistique de l'Etat de promotion sociale ou à horaire réduit.

§ 3. Au directeur et conseiller adjoint du service de gestion des personnels enseignant et assimilés de la Communauté et du service de gestion des personnels administratif et assimilés relevant de la direction générale des Personnels, des Statuts, de l'Organisation administrative et de l'Enseignement spécial pour les matières visées à l'article 19, § 2.

§ 4. Au directeur d'administration et au conseiller-chef de service du service de l'organisation de l'enseignement secondaire ainsi qu'au directeur d'administration de l'enseignement spécial, chacun en ce qui le concerne pour les matières visées à l'article 19, § 3.

§ 5. L'administrateur général et les directeurs généraux peuvent déléguer aux conseillers adjoints, par acte écrit et préalable communiqué au secrétaire général, les attributions subdélégées dans le présent article.

*Section 3. — Délégations au conseiller juridique ou au conseiller juridique adjoint*

**Art. 21.** Délégation est accordée au conseiller juridique du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation dans les matières et dans les limites visées ci-dessous.

A défaut de conseiller juridique ou en cas d'empêchement de celui-ci, la délégation visée à l'alinéa qui précède peut être accordée au conseiller juridique adjoint.

1<sup>o</sup> attribution à un accident de la qualification juridique d'« accident du travail » ou d'« accident survenu sur le chemin du travail »;

2<sup>o</sup> approbation des états d'honoraires des avocats, avoués et experts lorsque ces honoraires n'excèdent pas cent mille francs;

3<sup>o</sup> approbation de toute dépense et de toute répétition relatives à la réparation d'accidents de roulage, d'accidents de travail ou de toute autre nature, ainsi que toutes allocations ou indemnités accordées dans ces cas par décision judiciaire.

*CHAPITRE IV. — Délégations en matière de signatures et en matière financière pour l'administration centrale*

**Art. 22.** Délégation est donnée au secrétaire général :

1<sup>o</sup> pour signer :

a) les bons de commandes et les lettres relatives aux commandes, dans les limites prévues à l'article 10 du présent arrêté;

b) les ordonnances de paiement et les ordonnances d'ouverture de crédits ou d'avances de fonds;

- c) les « bons à tirer » pour le *Moniteur belge*;  
 2° pour approuver :  
 a) les factures et déclarations de créances concernant les fournitures et les travaux;  
 b) les bordereaux introduits par l'Office Central des Fournitures, pour les prestations et fournitures effectuées par le Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation;  
 c) les comptes de recettes, ainsi que les comptes, tant en matière qu'en deniers, à produire à la Cour des Comptes;  
 d) les états de paiement relatifs aux dépenses de loyers.

**Art. 23.** En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, l'administrateur général exerce les délégations prévues à l'article 22.

En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, et pour autant que les fonctions supérieures ne soient pas exercées, le directeur général présent le plus ancien en grade exerce les délégations précitées.

**Art. 24.** Délégation est donnée à l'administrateur général et aux directeurs généraux :

- 1° pour signer, à raison d'affaires ressortissant à leurs services respectifs :  
 a) les bons de commandes c: lettres relatifs à des commandes, dans les limites prévues à l'article 10 du présent arrêté;  
 b) les « bons à tirer » pour le *Moniteur belge*;  
 c) la correspondance concernant les actes ordinaires d'instruction, les demandes de renseignements, les lettres de rappel et les bulletins ou lettres de transmission.  
 2° pour certifier conforme les copies et extraits de documents déposés aux archives de leurs services;  
 3° pour approuver les dépenses et recettes de toute nature qui sont de la compétence de leur direction générale y compris, s'il échet, les dépenses de loyers.  
 4° pour ordonnancer les dépenses et les recettes ressortissant à leurs services respectifs;  
 5° pour approuver les bordereaux introduits par les sociétés de transports en commun, du chef des transports effectués pour leur direction générale.

**Art. 25.** En cas d'absence ou d'empêchement de l'administrateur général ou du directeur général, les délégations prévues à l'article 24 sont exercées par un fonctionnaire titulaire d'un grade appartenant au moins au rang 13, étant entendu qu'il s'agira toujours du fonctionnaire titulaire du grade le plus élevé; à égalité de grade, il sera tenu compte, d'abord de l'ancienneté dans le grade, ensuite de l'ancienneté de service, et enfin de l'âge.

**Art. 26.** L'administrateur général et les directeurs généraux peuvent déléguer les attributions qui leur sont déléguées par l'article 24, 1°, a), dans les limites de montant et de grade prévues au tableau annexé au présent arrêté, et par l'article 24, 1°, c), 2°, 3° et 4°, par acte écrit et préalable, communiqué au secrétaire général.

**Art. 27. § 1er.** Le secrétaire général peut, par acte écrit et préalable, déléguer :

- 1° au directeur général des Personnels, des Statuts, de l'Organisation administrative et de l'Enseignement spécial : les délégations prévues à l'article 22, 1°, a) et 22, 2°, a) et d);  
 2° au directeur du Service des Affaires statutaires, générales et sociales : la signature des bons de commande à adresser à l'Office central des Fournitures et relatifs à des commandes d'imprimés de fournitures et bureau;  
 3° au directeur général des Affaires budgétaires et financières : les délégations prévues à l'article 22, 1°, b) et 2°, c);

§ 2. Après avis du directeur général des Affaires budgétaires et financières, le secrétaire général peut subdéléguer les compétences reprises à l'article 22, 1°, b) et 2°, c).

#### CHAPITRE V. — *Autres délégations*

**Art. 28.** Les délégations prévues aux chapitres II, III et IV, s'exercent sans préjudice des délégations prévues au présent chapitre.

##### *Section 1re. — Délégations en matière de courrier*

**Art. 29.** Délégation est donnée aux membres du personnel de niveau 1 des Services dépendant du secrétaire général pour signer les accusés de réception du courrier adressé aux Services du Gouvernement de la Communauté française, Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, à l'exception du courrier relatif aux procédures devant le Conseil d'Etat, ainsi que pour signer, en vue de leur réception, tous les courriers destinés au Gouvernement de la Communauté française, à l'un de ses Membres ou aux Services du Gouvernement de la Communauté française, Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, à l'exception des citations en justice et des actes des huissiers de justice.

Le courrier précité est communiqué sans délai par celui qui en a accusé réception au secrétaire général pour suite utile.

En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, le courrier est communiqué sans délai pour suite utile à l'administrateur général. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, le courrier est communiqué au directeur général présent le plus ancien en grade.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

**Art. 30.** Le présent arrêté abroge les dispositions réglementaires antérieures, en matière de délégations de compétence et de signature.

**Art. 31.** Le Ministre chargé de l'Enseignement supérieur et le Ministre chargé de l'Education et de la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 32.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 8 octobre 1993.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre chargé de l'Enseignement supérieur,

M. LEBRUN

Le Ministre chargé de l'Education et de la Fonction publique,

E. DI RUPO

## Annexe désignant les autorités déléguées en vertu de l'article 10

Fonctionnaires délégués	Marchés passés par adjudication publique ou par appel d'offres général	Marchés passés par adjudication restreinte ou par appel d'offres restreint,	Marchés passés de gré à gré
Secrétaire général	20.000.000	10.000.000	2.000.000
Administrateur général et Directeur général	10.000.000	5.000.000	2.000.000
Fonctionnaire titulaire d'un grade du rang 15	2.000.000	1.000.000	500.000
Fonctionnaire titulaire d'un grade du rang 13 au moins	500.000	200.000	100.000

## VERTALING

## MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 93 — 2706

[S-C — 29502]

8 OKTOBER 1993. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bevoegdheids- en tekeningsoverdracht aan de opperambtenaren en sommige andere personeelsleden van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet d.d. 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, zoals gewijzigd;  
 Gelet op de wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van Gemeenschappen en Gewesten;  
 Gelet op de wet van 29 oktober 1846 tot inrichting van het Rekenhof;  
 Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inz. artikel 3, § 1, zoals gewijzigd;  
 Gelet op de wet van 22 juni 1964 houdende het statuut van de personeelsleden van het rijks-onderwijs, zoals gewijzigd;  
 Gelet op de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, ongevallen op de weg van en naar het werk en beroepsziekten in de overheidssector, zoals gewijzigd;  
 Gelet op de wet van 19 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals gewijzigd;  
 Gelet op de gecoördineerde wetten op de comptabiliteit d.d. 17 juli 1991;  
 Gelet op het koninklijk besluit nr. 230 d.d. 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces, zoals gewijzigd;  
 Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling voor het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, zoals gewijzigd;  
 Gelet op het koninklijk besluit van 10 maart 1965 houdende de algemene beginselen van het administratief statuut van het personeel van de leergangen met beperkt leerplan ressorterend onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur, zoals gewijzigd;  
 Gelet op het koninklijk besluit van 22 november 1991 houdende de algemene beginselen van het administratief statuut en van de bezoldigingsregeling, toepasselijk op het personeel van de Regering en van de eronder ressorterende publiekrechtelijke personen;  
 Overwegende dat de goede werking van de administratie vereist dat de regeling inzake bevoegdheids- en tekeningsoverdracht voor het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming in één tekst vastgesteld wordt;  
 Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;  
 Op de voordracht van de Minister belast met het hoger onderwijs en van de Minister belast met onderwijs en ambtenarenzaken;  
 Gelet op de beraadslaging van de Regering d.d. 8 maart 1993,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeenheden*

**Artikel 1. § 1.** De bevoegdheids- en tekeningsoverdrachten bedoeld in dit besluit worden verleend aan de personeelsleden van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming op wie het statuut van de personeelsleden van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap toepasselijk is en die de betrekkingen bekleden, bepaald bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 22 augustus 1990 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, hierna het Ministerie genoemd.

**§ 2.** Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder ambtenaren en beambten resp. de personeelsleden van niveau I en die van de andere niveaus van het Ministerie.



**Art. 2.** In dringende gevallen of voor het vervullen van opdrachten of voor welbepaalde handelingen die zij omschrijven kunnen de regeringsleden, voor de materies die hun toegewezen zijn, via schriftelijke onderrichtingen, bevoegdheids- en tekeningsoverdrachten die bij dit besluit niet bepaald zijn, verlenen aan elk personeelslid van de diensten van het Ministerie op wie het statuut van het personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap toepasselijk is.

**Art. 3.** De bevoegdheidsoverdrachten verleend bij of krachtens dit besluit doen geen afbreuk aan het hiërarchisch toezicht van de overdragende overheden of aan de uitoefening van bevoegdheden overgedragen door de overdragende overheden of de hiërarchische meerderen.

## HOOFDSTUK II. — Algemene overdrachten

**Art. 4.** Voor de toepassing van afdeling 1 van dit hoofdstuk verstaat men onder « de Minister(s) » het of de regeringsleden van de Franse Gemeenschap, bevoegd voor het personeel van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

Voor de toepassing van afdeling 2 verstaat men daaronder het of de regeringsleden van de Franse Gemeenschap, bevoegd voor Onderwijs.

### Afdeling 1. — Overdrachten inzake personeel

**Art. 5. § 1.** Overdracht wordt verleend aan de secretaris-generaal :

1° om kandidaten geslaagd voor het Vast Wervingssecretariaat, tot de stage toe te laten in betrekkingen van niveau 2, 3 of 4 en om de stagedoende personeelsleden van die niveaus vast te benoemen;

2° om na aanwijzing door de Minister(s) overeenkomsten voor werving of akten voor tewerkstelling te tekenen voor :

a) contractuelen;

b) leden van het hulppersoneel;

c) gesubsidieerde contractuelen;

d) jongeren als stagiair tewerkgesteld binnen het raam van de jongerenstage;

3° op voordracht van de betrokken administrateurs-generaal of directeurs-generaal :

a) om personeelsleden van niveau 2, 3 en 4 een dienstaanwijzing te geven en om in de diensten van het hoofdbestuur de aanwijzing van die personeelsleden te wijzigen;

b) om de administratieve standplaats te bepalen;

c) om hogere functies toe te kennen t/m rang 10 aan personeelsleden van niveau 2, 3 en 4 en om voor die personeelsleden de termijn te verlengen met toepassing van artikel 7, § 2, van het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hogere functie in de rijksbesturen, zoals gewijzigd;

d) om de personeelsleden toe te laten hun eigen wagen te gebruiken voor occasionele dienstreizen;

4° om de administratieve stand te bepalen van personeelsleden van niveau 2, 3 en 4, na instemming van de Minister(s), voor een verlof om te fungeren in het kabinet van een Minister of Staatssecretaris of van een voorzitter of lid van de Regering van een Gemeenschap of Gewest, of voor het vervullen van een opdracht;

5° voor de administratieve handelingen, met inbegrip van ontslag en opruistelling, die vereist zijn wanneer de administratieve gezondheidsdienst besluit dat een kandidaat voor of een personeelslid van niveau 2, 3 of 4 lichamelijk ongeschikt is;

6° voor alle betrekkingen met de Vaste Wervingssecretaris;

7° om de wedde van de personeelsleden vast te stellen, de verhoging van wedde te bepalen, het bedrag van de toelagen voor hogere functie vast te stellen;

8° om de verandering of verhoging van graad of de toelating tot een hoger niveau voor te stellen;

9° om uitzonderlijke prestaties toe te staan en de daarop betrekking hebbende kostenstaten goed te keuren;

10° om personeelsleden van niveau 2, 3 of 4 ter beschikking te stellen om persoonlijke redenen, op hun verzoek, na advies van de betrokken administrateur-generaal of directeur-generaal;

11° om, na advies van de betrokken administrateur-generaal of directeur-generaal, personeelsleden van niveau 2, 3 of 4 toe te staan voor lange tijd afwezig te blijven om sociale of familiale redenen;

12° om de niet-activiteit of de schorsing vast te stellen voor personeelsleden die in vredetijd militaire prestaties moeten verrichten of die aangewezen zijn voor de civiele bescherming of voor taken van algemeen nut overeenkomstig de wet van 3 juni 1984 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden;

13° om personeelsleden van niveau 2, 3 of 4, op hun verzoek of wegens het bereiken van de leeftijdsgrens, ontslag uit hun ambt te verlenen en ze te machtigen aanspraak te maken op een pensioen ten laste van de Schatkist;

14° om een personeelslid op non-activiteit zonder wedde te stellen als hij ongeoorloofd afwezig geweest is of de duur van zijn verlof zonder geldige reden overschrijdt;

15° om contractuelen wegens ernstig vergrijp te ontslaan;

16° om een personeelslid in het belang van de dienst te schorsen;

17° om de staten van reis- en verblijfkosten van de administrateur-generaal en de directeurs-generaal goed te keuren;

18° voor handelingen inzake schadevergoeding voor arbeidsongevallen en beroepsziekten;

19° om toelating te geven congressen, colloquia, studiedagen, seminaries en lezingen in België bij te wonen wanneer de daarmee gepaard gaande kosten meer dan 25 000 frank bedragen;

20° om de grondwettelijke eed van de personeelsleden van niveau 1 af te nemen.

§ 2. Wanneer de secretaris-generaal afwezig of verhinderd is, worden de in § 1 opgesomde bevoegdheden in dringende gevallen uitgeoefend door de administrateur-generaal.

Mocht deze afwezig of verhinderd zijn, dan worden die bevoegdheden uitgeoefend door de leidende opperambtenaar van de algemene directie Personeel, Statuten, Administratieve Organisatie en Buitengewoon Onderwijs.

§ 3. De secretaris-generaal kan de directeur-generaal Personeel, Statuten, Administratieve Organisatie en Buitengewoon Onderwijs, in overleg met de administrateur-generaal, de bevoegdheid overdragen hem toegewezen door § 1, 5°, 6°, 7°, 8°, 11°, 12°, 13°, 14°, 18°, d.m.v. een schriftelijke stuk, vooraf meegedeeld aan alle betrokken personeelsleden.

§ 4. De secretaris-generaal brengt de Minister in kennis van de maatregelen genomen ingevolge § 1, 3<sup>o</sup>, 14<sup>o</sup>, 15<sup>o</sup>, 16<sup>o</sup>, van dit artikel.

§ 5. De secretaris-generaal deelt om de zes maanden aan de leden van de Regering van de Gemeenschap een bijgewerkte lijst mee van alle personeelsleden met hun werkelijke ambten en graden.

**Art. 6. § 1.** Aan de administrateur-generaal en de directeurs-generaal wordt de bevoegdheid overgedragen :

1<sup>o</sup> de onder hun gezag staande personeelsleden jaarlijks vakantieverlof, uitzonderlijk en omstandigheidsverlof toe te staan;

2<sup>o</sup> verlof toe te staan :

a) om de lessen van de school voor civiele bescherming te volgen, als vrijwilliger bij dit korps of als cursist buiten dit korps;

b) om in vreedstijd prestaties te verstrekken bij de civiele bescherming, als vrijwilliger bij dit korps;

c) voor het onthaal van een kind van minder dan tien jaar, met het oog op adoptie of pleegvoogdij;

d) bij de geboorte van een kind, als ouderlijk verlof.

3<sup>o</sup> om de staten van de reis- en verblijfkosten van het onder hun gezag staande personeel goed te keuren.

4<sup>o</sup> om toelating te geven om congressen, colloquia, studiedagen, seminaries en lezingen in België bij te wonen wanneer de kosten die erop betrekking hebben ten hoogste 25 000 frank bedragen.

§ 2. Voor de diensten van het algemeen secretariaat wordt de bevoegdheid, overgedragen aan de administrateur-generaal en de directeurs-generaal, uitgeoefend door de secretaris-generaal.

§ 3. Mocht de administrateur-generaal of de directeur-generaal afwezig of verhinderd zijn, dan wordt de bevoegdheid, overgedragen ingevolge §§ 1 of 2, die niet krachtens § 4 verder overgedragen werd, in dringende gevallen uitgeoefend door een ambtenaar met een graad van ten minste rang 13 : het gaat altijd om de ambtenaar met de hoogste graad; bij gelijke graad wordt eerst rekening gehouden met de anciënniteit in de graad, daarna met de dienstanciënniteit, ten slotte met de leeftijd.

§ 4. De administrateur-generaal en de directeurs-generaal kunnen de bevoegdheid, bedoeld in § 1, punt 1, overdragen aan de ambtenaren, elk wat betreft de personeelsleden van hun dienst; die subdelegatie gebeurt d.m.v. een document, vooraf meegedeeld aan alle betrokken personeelsleden en aan de secretaris-generaal. Zij kunnen de bevoegdheid bedoeld in § 1, punt 3, overdragen aan ambtenaren met een graad van rang 13.

**Art. 7. § 1.** Aan de directeur-generaal Personeel, Statuten, Administratieve Organisatie en Buitengewoon Onderwijs wordt de bevoegdheid overgedragen :

1<sup>o</sup> de grondwettelijke eed van de personeelsleden van niveau 2, 3 en 4 af te nemen;

2<sup>o</sup> verlof toe te staan aan personeelsleden van niveau 2, 3 en 4 :

a) om dwingende redenen van familiale aard;

b) om een stage of proeftijd te volbrengen in een andere betrekking in overheidsdienst, van het gesubsidieerd onderwijs, een gesubsidieerd PMS-centrum, een gesubsidieerde dienst voor voorlichting bij beroepskeuze of een gesubsidieerd medisch-pedagogisch instituut, van het universitair onderwijs;

c) om in een officiële of een vrije gesubsidieerde school een ambt *ad interim* uit te oefenen;

d) om zich kandidaat te stellen voor de parlements- of provincieraadsverkiezingen;

e) wegens verminderde prestaties om sociale of familiale redenen of om persoonlijke of medische redenen;

f) om lessen te volgen ten einde hun intellectuele, zedelijke of sociale vorming te volmaken via het verlof voor sociale promotie of het vormingsverlof;

3<sup>o</sup> om de personeelsleden ter beschikking te stellen wegens een ziekte of gebrekkigheid die geen definitieve arbeidsongeschiktheid teweegbrengt, maar wel afwezigheden waarvan de duur die van het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid te boven gaat;

4<sup>o</sup> om de wachtwedde van een personeelslid, ter beschikking gesteld wegens ziekte of gebrekkigheid, vast te stellen;

5<sup>o</sup> om identificatiestukken uit te reiken aan vaste, stagedoende, tijdelijke of contractuele personeelsleden en die attesten in te trekken;

6<sup>o</sup> om mutatiestatuten voor de dienst vaste uitgaven te tekenen.

§ 2. Bij afwezigheid of verhindering van de titularis van de in § 1 bedoelde overdrachten worden deze in dringende gevallen uitgeoefend door een ambtenaar van de algemene directie Personeel, Statuten, Administratieve Organisatie en Buitengewoon Onderwijs, met een graad van ten minste rang 11; het gaat altijd om de ambtenaar met de hoogste graad; bij gelijke graad wordt eerst rekening gehouden met de anciënniteit in de graad, daarna met de dienstanciënniteit, ten slotte met de leeftijd.

#### Afdeling 2. — Overdracht inzake het sluiten en uitvoeren van overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten

**Art. 8.** Deze afdeling geldt voor de ambtenaren van de diensten van het Ministerie, met uitzondering van de bestuursdirectie Schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap, binnen de perken van hun bevoegdheid.

**Art. 9.** De financiële perken van de in dit besluit bedoelde overdrachten gelden exclusief BTW.

**Art. 10.** De bevoegdheid om het bijzonder bestek of de stukken die het vervangen goed te keuren, de wijze van sluiting van de overeenkomst te kiezen, de procedure in te zetten en de overeenkomsten te sluiten, wordt overgedragen aan de titularissen van de ambtenaren vermeld in de bijlage bij dit besluit, binnen de financiële perken vermeld naast elk ambt, volgens de wijze van sluiting van de overeenkomst en het soort overeenkomst.

Die overdrachten gelden mits het doel van de overeenkomsten de instemming gekregen heeft van de Regering van de Franse Gemeenschap of van haar bevoegde leden, hetzij via de goedkeuring van een investeringsprogramma waarin het voorkomt, hetzij bij bijzondere beslissing ter zake.

De in het 2<sup>e</sup> lid van dit artikel bedoelde toelating is niet vereist voor uitgaven voor de gewone behoeften van de diensten, zoals lopende werkings-, verbruiks- en uitrustingsuitgaven, of voor uitgaven geraamd op minder dan 3 miljoen frank voor de administrateur-generaal, 2 miljoen frank voor directeurs-generaal en 100 000 frank voor ambtenaren van ten minste rang 13 of voor uitgaven voor onderhoudswerken aan eigendommen van de Franse Gemeenschap, die dringend uitgevoerd moeten worden, mits zulks gewettigd wordt.

Die overdrachten gelden niet voor onderzoeksovereenkomsten, noch voor overeenkomsten ten laste van de artikelen 01.01, 01.02, 12.09, 12.20, 12.24, 12.26, 12.30, 12.31, 12.66, 12.70 van de verschillende secties in tabel 3 van de begroting van de Franse Gemeenschap.

**Art. 11.** De bevoegdheid om te beslissen, mits de Ministers geïnformeerd worden, tot afwijkingen van het algemeen bestek en om voorlopige prijzen of terugbetalingen toe te staan, de prijzen te controleren en voorschotten toe te kennen, wordt overgedragen aan :

- a) de secretaris-generaal voor overeenkomsten geraamd op ten hoogste twee miljoen frank;
- b) de administrateur-generaal, voor de bevoegdheid van de bestuursdirectie Organisatie van het Onderwijs, voor overeenkomsten geraamd op ten hoogste twee miljoen;
- c) de administrateur-generaal en de directeurs-generaal voor overeenkomsten geraamd op ten hoogste 500 000 frank.

**Art. 12.** Voor de maatregelen en beslissingen inzake gewone uitvoering van een gesloten overeenkomst wordt de bevoegdheid overgedragen aan de ambtenaren die op grond van artikel 10 zelf de overeenkomst gesloten hebben; de administrateur-generaal of de directeurs-generaal zijn echter bevoegd voor de gewone uitvoering van overeenkomsten goedgekeurd door de secretaris-generaal of de Minister(s). Maatregelen en beslissingen inzake gewone uitvoering van een gesloten overeenkomst zijn die welke ertoe strekken het doel van de aanvankelijke aanneming te verwezenlijken en binnen de perken ervan blijven, met uitsluiting van maatregelen en beslissingen steunend op een bij de overeenkomst bepaalde beoordelingsbevoegdheid.

**Art. 13. § 1.** Voor afrekeningen ten gevolge van de gewone uitvoering van de overeenkomst en voor afrekeningen tot regularisatie van de vorige goedgekeurde ramingsstaten, waarvan de posten en bedragen praktisch overeenstemmen met de ramingsstaten die ze vervangen, wordt de bevoegdheid tot goedkeuring overgedragen aan de ambtenaar van rang 15, zonder beperking van bedrag.

§ 2. Voor de goedkeuring van een afrekening of van opeenvolgende afrekeningen buiten die bedoeld in § 1 kan het bedrag of het totaal bedrag goedgekeurd worden door de hierna vermelde ambtenaren ten belope van het percentage van het bedrag van de inschrijving dat naast hun graad vermeld staat.

— ambtenaar van rang 15	15 % tot 4 miljoen
— directeur-generaal	15 % tot 7 miljoen
— administrateur-generaal (voor de bevoegdheid van de bestuursdirectie Organisatie van het onderwijs)	20 % tot 10 miljoen
— secretaris-generaal	25 % tot 10 miljoen

Wanneer de percentages of bedragen, vastgesteld voor de secretaris-generaal, bereikt worden, moet elke daaropvolgende afrekening steeds door de Minister(s) goedgekeurd worden.

**Art. 14.** Aan de in de artikelen 10, 12 en 13 vermelde ambtenaren wordt, binnen de perken gesteld voor de goedkeuring van de bestekken, ramingsstaten en afrekeningen, de bevoegdheid overgedragen om de termijn te verlengen, hetzij proportioneel, hetzij wegens een handeling van het bestuur of wegens omstandigheden die de medecontractant niet kon vermijden en waarvan hij de gevolgen niet kon goedmaken, hoewel hij daartoe alle nodige stappen gedaan had, hetzij wegens afrekeningen.

Bedoelde termijnverlengingen mogen 50 % van de aanvankelijk gestelde termijn niet te boven gaan.

Elke andere verlenging moet steeds goedgekeurd worden door de Minister(s) op met redenen omkleed verslag van het bestuur.

**Art. 15.** Op eensluidend advies van de administrateur-generaal of directeur-generaal kan de secretaris-generaal ten belope van één miljoen frank boeten kwijtschelden.

**Art. 16.** Aan de ambtenaar van rang 15 wordt de bevoegdheid overgedragen om van ambtswege maatregelen te treffen tegen de in gebreke gebleven aannemer en om hem die beslissing mee te delen overeenkomstig artikel 48, § 4, 3e lid, van het algemeen bestek.

Deze bevoegdheidsoverdracht blijft beperkt tot de overeenkomsten waarbij de vertraging in de uitvoering meer bedraagt dan de helft van de aanvankelijk gestelde termijn, uitgedrukt in werkdagen.

**Art. 17.** Bij afwezigheid of verhindering van de secretaris-generaal worden de in deze afdeling opgesomde bevoegdheden in dringende gevallen uitgeoefend door de administrateur-generaal. Mocht deze afwezig of verhinderd zijn, dan oefent de aanwezige directeur-generaal met de grootste graadanciënniteit die bevoegdheden uit.

**Art. 18.** Inzake informatieverwerking wordt aan de opperammbtenaar de bevoegdheid overgedragen om hardware, software en diensten te kopen, onder voorbehoud van het advies van het centrum voor informatieverwerking en ten belope van 500 000 frank. Voor de directeur-generaal Budgettaire en Financiële Zaken wordt dat maximum opgetrokken tot twee miljoen frank.

### HOOFDSTUK III. — Bijzondere overdrachten

*Afdeling 1.* — Overdracht aan de secretaris-generaal, de administrateur-generaal en de directeurs-generaal

**Art. 19. § 1.** Overdracht van bevoegdheid wordt verleend aan de secretaris-generaal, de administrateur-generaal en de directeurs-generaal, binnen de bevoegdheid van hun respectief bestuur en binnen onderstaande perken :

- 1° ondertekening van diploma's, studiegetuigschriften en attesten;
- 2° toekenning van de gelijkwaardigheid van studie;
- 3° goedkeuring van de rekening en verantwoording van de rekenplichtingen van het departement;
- 4° goedkeuring van de rekeningen van ontvangsten en uitgaven van de onderwijsinrichtingen en PMS-centra, de autonome internaten en de opvangtehuizen van de Franse Gemeenschap, die aan het Rekenhof voorgelegd moeten worden;
- 5° vaststelling en vereffening van wedden en weddetoelagen, vergoedingen en toelagen voor leden van het personeel van de inrichtingen en PMS-centra van de Franse Gemeenschap en van de gesubsidieerde inrichtingen en PMS-centra die onder het departement ressorteren, ook voor de ondertekening van de weddefiches, de mandaten en ordonnanties tot betaling of regularisatie;
- 6° toekenning van wettelijke toelagen waarvan het bedrag of de berekening vastgesteld is bij wet, decreet, koninklijk besluit of besluit van de regering;
- 7° opnemng in de toelageregeling van scholen, afdelingen en onderverdelingen in het onderwijs en van PMS-centra;

- 8° vereffening van de werkingsdotaties aan de onderwijsinrichtingen en PMS-centra van de Gemeenschap;
- 9° goedkeuring van de terbeschikkingstellingen wegens ontstentenis van betrekking of wegens ziekte;
- 10° erkenning van de nuttige ervaring voor de uitoefening van een ambt zoals bedoeld in artikel 17, § 1, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling voor het onderwijzend personeel;
- 11° beslissingen in individuele of bijzondere gevallen voor de toepassing van de algemene reglementen van de studies;
- 12° tijdelijke toekenning van een wedde, weddetoelage of toelage binnen de perken van de wet van 24 december 1976 voor prestaties te beschouwen als bijbetrekking of overwerk ingevolge koninklijk besluit nr. 270 van 31 december 1983 tot wijziging van koninklijk besluit nr. 63 van 20 juli 1982 tot wijziging van de bepalingen van de bezoldigingsregelingen toepasselijk op het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs met volledig leerplan en van het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan;

13° toelating voor een personeelslid om zijn ambt weer op te nemen vóór het einde van de periode van onderbreking van de loopbaan, om uitzonderlijke familiale redenen;

14° om de dienstreezen van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming toe te laten, om de reisvorderingen opgemaakt op naam van de personeelsleden met het oog op het verkrijgen van een vervoerbewijs van de Nationale Maatschappij van de Belgische Spoorwegen te ondertekenen en om de documenten te ondertekenen, opgemaakt met het oog op het uitreiken, door bedoelde Maatschappij, van de individuele of collectieve abonnementen vereist om de dienstuitgaven te dekken.

De secretaris-generaal, de administrateur-generaal en de directeurs-generaal kunnen de bevoegdheid tot toelating van dienstreezen overdragen aan ambtenaren met een graad van ten minste rang 11, die zij vooraf aanstellen bij een schriftelijke akte medegegeeld aan de leidende opperambtenaar van de algemene directie Personeel, Statuten, Administratieve Organisatie en Buitengewoon Onderwijs.

Zij kunnen de bevoegdheid inzake het ondertekenen van de reisvorderingen en documenten, vereist door de Nationale Maatschappij van de Belgische Spoorwegen, overdragen aan de ambtenaren en personeelsleden die zij vooraf aanstellen bij een schriftelijke akte, medegegeeld aan de leidende opperambtenaar van de algemene directie Personeel, Statuten, Administratieve Organisatie en Buitengewoon Onderwijs.

Niemand mag de krachtens dit artikel overgedragen bevoegdheid uitoefenen voor dienstreezen die hij persoonlijk maakt, noch voor dienstreezen van een personeelslid met dezelfde of een hogere graad;

15° goedkeuring van de verloven opgesomd in het besluit van de Regering d.d. 7 november 1991 betreffende het ouderlijk verlof en het verlof om dwingende familiale redenen toegestaan aan sommige gesubsidieerde personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijsinrichtingen.

Dit besluit is van toepassing op de vastbenoemde en de tijdelijke personeelsleden.

§ 2. Overdracht wordt verleend aan de directeur-generaal van de Algemene Directie Personeel, Statuten, Administratieve Organisatie en Buitengewoon Onderwijs in het raam van zijn bevoegdheden, voor de materies en binnen de perken die hierna vermeld worden :

1° Toekenning van de uitkeringen, vergoedingen, voorschotten en hulpelden voortvloeiend uit de activiteit van de Sociale Dienst wanneer de uitgave geen twintigduizend frank per rechthebbende overschrijdt.

2° Vaststelling van de vergoeding voor gebruik van lokalen door derden.

3° Vaststelling van de verkoopprijs van de publikaties en hiermee gelijkgestelde documenten, uitgegeven ten laste van de kredieten uitgetrokken op de begrotingen van het departement.

4° Toekenning van de uitkeringen voor uitzonderlijke prestaties van het personeel.

5° Toekenning van de verloven en van de toelatingen voor verminderde prestaties, bepaald respectievelijk in de artikelen 10, 20, 23 en 30 van het koninklijk besluit d.d. 15 januari 1974 genomen ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen.

6° Machtigingen tot afwezigheid van lange duur gewettigd door familiale redenen bij toepassing van de koninklijke besluiten d.d. 25 november 1976 respectievelijk ter uitvoering van het statuut d.d. 22 maart 1969 en het statuut d.d. 25 oktober 1971 en betreffende de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het personeel van de inspectiedienst van het onderwijs van de Franse Gemeenschap en de leermeesters, de leraars en inspecteurs godsdienst van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap.

7° Machtigingen tot afwezigheid van lange duur gewettigd door familiale redenen bij toepassing van het koninklijk besluit d.d. 19 mei 1981 betreffende het verlof van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de vormingscentra van de Franse Gemeenschap en van de inspectiediensten.

8° Toekenning van de verloven opgesomd in de artikelen 9, 10, 20 en 23 van het koninklijk besluit d.d. 19 mei 1981 betreffende het verlof van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, de vormingscentra van de Franse Gemeenschap en de inspectiediensten.

9° Machtiging inzake verminderde prestaties na een afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid, bij toepassing van artikel 15 van het koninklijk besluit van 8 december 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap.

10° Toekenning van verloven opgesomd in het besluit van de Executieve d.d. 2 januari 1982 betreffende het ouderschapsverlof en het verlof om dwingende familiale redenen toegestaan aan personeelsleden van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap.

Dit besluit is van toepassing op de vastbenoemde, stagedoende en tijdelijke personeelsleden.

§ 3. Overdracht wordt verleend aan de directeur-generaal Personeel, Statuten, Administratieve Organisatie en Buitengewoon Onderwijs, elk wat hem betreft, inzake afwijkingen en vrijstellingen, bedoeld in de artikelen 56, 57, 58, 59, 60 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs.

§ 4. Overdracht wordt verleend aan de directeur-generaal kleuter- en lager onderwijs, betreffende de toelating om van school te veranderen na de 30e dag van het schooljaar.

*Afdeling 2. — Subdelegatie aan de bestuursdirecteurs, directeurs, adviseurs, adviseurs-dienstchefs en adjunct-adviseurs*

**Art. 20. Subdelegatie kan verleend worden :**

§ 1. Aan de bestuursdirecteurs, directeurs, adviseurs, adviseurs-dienstchefs van de algemene directies van het Ministerie, binnen de perken van de bevoegdheden van hun respectieve besturen, voor de materies en binnen de perken bedoeld in artikel 19, § 1, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup>, 9<sup>o</sup> en 14<sup>o</sup>.

§ 2. Aan de bestuursdirecteur van de bestuursdirectie Sociale promotie, ter inwilliging van de verzoekschriften ingediend met toepassing van artikel 34 van het koninklijk besluit van 7 december 1978 ter uitvoering van artikel 77, § 2, van de wet van 24 december 1976 betreffende de begrotingsvoorstellen 1976-1977 en houdende afwijking van sommige bepalingen van de koninklijke besluiten die de voorwaarden bepalen voor de oprichting van betrekkingen in de rijksinrichtingen voor technisch of kunstonderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan.

§ 3. Aan de directeur en de adjunct-adviseur van de dienst Beheer onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel van de Gemeenschap en van de dienst Beheer van het administratief en daarmee gelijkgesteld personeel ressorterend onder de algemene directie Personeel, Statuten, Administratieve Organisatie en Buitengewoon Onderwijs, voor de materies bedoeld in artikel 19, § 2.

§ 4. Aan de bestuursdirecteur en de adviseur-dienstchef van de dienst Organisatie van het secundair onderwijs, alsmede aan de bestuursdirecteur van het buitengewoon onderwijs, ieder wat hem betreft, voor de in artikel 19, § 3, bedoelde materies.

§ 5. De administrateur-generaal en de directeurs-generaal kunnen bij schriftelijke akte die vooraf aan de secretaris-generaal zal zijn meegedeeld, de adjunct-adviseur de in dit artikel overgedragen bevoegdheden overdragen.

*Afdeling 3. — Overdracht aan de rechtskundig adviseur of aan de adjunct-rechtskundig adviseur*

**Art. 21. Overdracht wordt aan de rechtskundig adviseur van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming voor onderstaande materies en binnen de hieronder bedoelde perken toegekend.**

Bij gebrek aan een rechtskundig adviseur of indien deze belet heeft, kan de in het voorgaande lid bedoelde overdracht aan de adjunct-rechtskundig adviseur toegekend worden.

1<sup>o</sup> toekenning van de rechtskundige vermelding « arbeidsongeval » of « ongeval op de weg van of naar het werk »;

2<sup>o</sup> goedkeuring van de ereloonstaten van de advocaten, pleitbezorgers en deskundigen wanneer deze erelonen honderdduizend frank niet overschrijden;

3<sup>o</sup> goedkeuring van elke uitgave en van elke terugvordering betreffende de schadeloosstelling voor verkeersongevallen, arbeidsongevallen of ongevallen van elke aard, alsmede van alle uitkeringen of vergoedingen die in deze gevallen door gerechtelijke beslissingen worden toegekend.

**HOOFDSTUK IV. — Delegaties inzake tekening en in geldzaken, voor het hoofdbestuur**

**Art. 22. Delegatie wordt aan de secretaris-generaal gegeven om :**

a) de bestelbons en de brieven met betrekking tot de bestellingen te ondertekenen, binnen de in artikel 10 van dit besluit bepaalde perken;

b) de ordonnanties tot betaling, kredietopening of geldvoorschotten te ondertekenen;

c) de « toelatingen om af te drukken » voor het *Belgisch Staatsblad* te ondertekenen;

2<sup>o</sup> a) de rekeningen en schuldverklaringen betreffende leveringen en werken goed te keuren;

b) de door het Centraal Bureau voor Benodigheden ingediende staten, voor prestaties en leveringen uitgevoerd door het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming goed te keuren;

c) de rekeningen van ontvangsten, alsmede de rekeningen inzake materiaal en gelden, die aan het Rekenhof moeten worden voorgelegd, goed te keuren;

d) de betalingsstaten betreffende de huurkosten goed te keuren.

**Art. 23. Indien de secretaris-generaal afwezig is of belet heeft, oefent de administrateur-generaal de in artikel 22 bepaalde bevoegdheidsoverdrachten uit.**

Indien deze zelf afwezig is of belet heeft en er geen hogere functies worden uitgeoefend, oefent de aanwezige directeur-generaal met de grootste anciënniteit bovenvermelde delegaties uit.

**Art. 24. Delegatie wordt aan de administrateur-generaal en aan de directeurs-generaal verleend :**

1<sup>o</sup> om, voor zaken die onder hun respectieve diensten ressorteren :

a) de bestelbons en brieven betreffende bestellingen, binnen de in artikel 10 van dit besluit bepaalde grenzen, te ondertekenen;

b) de « toelatingen om af te drukken » voor het *Belgisch Staatsblad* te ondertekenen;

c) de briefwisseling over de gewone handelingen inzake onderzoek, de aanvragen om inlichtingen, de herinneringsbrieven en de verzendingsformulieren of -brieven te ondertekenen.

2<sup>o</sup> om de afschriften van en uittreksels uit documenten, ingediend bij het archief van hun diensten, eensluitend te verklaren;

3<sup>o</sup> om de uitgaven en ontvangsten van elke aard goed te keuren die onder de bevoegdheid van hun algemene directie ressorteren met inbegrip, desnoods, van de huurkosten;

4<sup>o</sup> om de uitgaven en ontvangsten die onder hun respectieve diensten ressorteren, te ordonnanceren;

5<sup>o</sup> om de door de openbare vervoermaatschappijen ingediende borderellen, voor het voor hun algemene directie uitgevoerde vervoer, goed te keuren.

**Art. 25. Indien de administrateur-generaal en de directeur-generaal afwezig zijn of belet hebben, worden de in artikel 24 bepaalde overdrachten uitgeoefend door een ambtenaar die minstens tot rang 13 behoort; het moet altijd gaan om de ambtenaar die de hoogste graad heeft; bij gelijke graad wordt rekening gehouden met de graadanciënniteit, daarna met de dienstanciënniteit en ten slotte met de leeftijd.**

**Art. 26. De administrateur-generaal en de directeurs-generaal kunnen de bevoegdheden die hun worden overgedragen bij artikel 24, 1<sup>o</sup>, a), binnen de perken inzake bedrag en graad gesteld in de bij dit besluit gevoegde tabel, en bij artikel 24, 1<sup>o</sup>, c), 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup> overdragen bij voorafgaande schriftelijke akte, meegedeeld aan de secretaris-generaal.**

Art. 27. § 1. De secretaris-generaal kan bij voorafgaande schriftelijke akte :

1° aan de directeur-generaal Personeel, Statuten, Administratieve Organisatie en Buitengewoon Onderwijs overdragen : de in artikel 22, 1°, a) en 22, 2°, a) en d) bepaalde delegaties;

2° aan de directeur van de dienst Statutaire, algemene en sociale zaken overdragen : het ondertekenen van bestelbons die gericht worden aan het Centraal Bureau voor Benodigheden en die betrekking hebben op bestellingen van drukwerk en kantoorbenodigheden;

3° aan de directeur-generaal Begroting en Financiën overdragen : de in artikel 22, 1°, b) en 2° c) bepaalde delegaties;

§ 2. Na advies van de directeur-generaal Begroting en Financiën kan de secretaris-generaal de in artikel 22, 1°, b) en 2°, c) bepaalde bevoegdheden verder overdragen.

#### HOOFDSTUK V. — *Andere overdrachten*

Art. 28. De in de hoofdstukken II, III en IV bepaalde overdrachten worden onverminderd de in dit hoofdstuk bepaalde overdrachten uitgeoefend.

##### *Afdeling 1. — Overdrachten inzake briefwisseling*

Art. 29. Overdracht wordt aan de personeelsleden van niveau 1 in de diensten van de secretaris-generaal gegeven om de ontvangstbewijzen te ondertekenen voor brieven gericht aan de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, met uitzondering van de brieven in verband met de procedures voor de Raad van State, alsmede om alle brieven gericht aan de Regering van de Franse Gemeenschap, aan één van haar Leden of aan de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, te ondertekenen, met uitzondering van de dagvaardingen voor het gerecht en van de exploiten van een gerechtsdeurwaarder.

Bovenvermelde brieven wordt door hem die de ontvangst ervan bericht heeft, onverwijld meegedeeld aan de secretaris-generaal, voor verder gevolg.

Indien de secretaris-generaal afwezig is of belet heeft, worden de brieven onverwijld voor verder gevolg aan de administrateur-generaal overgezonden. Indien deze afwezig is of belet heeft, worden de brieven aan de aanwezige directeur-generaal met de grootste graadanciënniteit overgezonden.

#### HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 30. Dit besluit heft alle vorige reglements-bepalingen op inzake bevoegdheids- en tekeningsoverdracht.

Art. 31. De Minister belast met het hoger onderwijs en de Minister belast met het onderwijs en de ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 32. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 8 oktober 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister belast met het Hoger Onderwijs,

M. LEBRUN

De Minister belast met het Onderwijs en de Ambtenarenzaken,

E. DI RUPO

Bijlage : Overheden gemachtigd krachtens artikel 10

Gemachtigde ambtenaren	Gunningen door openbare aanbesteding of algemene offerteaanvraag	Gunningen door beperkte aanbesteding/ offerteaanvraag	Onderhandse overeenkomsten
Secretaris-generaal	20.000.000	10.000.000	2.000.000
Administrateur-generaal Directeur-generaal	10.000.000	5.000.000	2.000.000
Ambtenaar met graad van rang 15	2.000.000	1.000.000	500.000
Ambtenaar met graad van rang 13	500.000	200.000	100.000